

MINISTERE DE LA JUSTICE



MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MAITRE D'OUVRAGE :

MINISTERE DE LA JUSTICE
Département de l'immobilier
350 avenue du club hippique
13100 AIX-EN-PROVENCE

PLAN GENERAL DE COORDINATION SPS

ETABLI POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE R 4532-11 DU CODE DU TRAVAIL, COMPLETE PAR LE DECRET N°2003-68 DU
24 JANVIER 2003

OPERATION DE :

**RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DU TRIBUNAL DE PROXIMITÉ
D'ORANGE (84)**

RUE DE TOURRE- 84100 ORANGE



Opération de catégorie 3
PHASE DCE

Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la santé



BECS – Bureau d'Etudes et de Conseils en Sécurité

Agence Provence : 1A chemin de la Rollande Cité de l'Artisanat
84140 AVIGNON MONTFAVET | ☎ : 04 72 53 01 21 | ✉ : rhone@becs.fr

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MISES A JOUR DU PGC SPS

| Date | Phase | Modifications / Observations | Indice |
|------------|-------|--------------------------------------|--------|
| 21/10/2025 | DCE | Modifications après observations MOA | 1 |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

SOMMAIRE

| | | |
|-----------|--|-----------|
| 1. | OBJET DU DOCUMENT | 3 |
| 1.1 | PREAMBULE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE | 3 |
| 1.2 | DEFINITION ET AGREMENT DES SOUS-TRAITANTS | 4 |
| 2. | LES INFORMATIONS ADMINISTRATIVES | 5 |
| 2.1 | PRESENTATION DE L'OPERATION | 5 |
| 2.2 | CATEGORIE DE L'OPERATION | 5 |
| 2.3 | ADRESSE PRECISE DU CHANTIER | 5 |
| 2.4 | PRESENTATION DES INTERVENANTS | 6 |
| 2.5 | ALLOTISSEMENT : LES ENTREPRISES INTERVENANTES (Y COMPRIS ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS) | 6 |
| 2.6 | LISTE DES ORGANISMES OFFICIELS DE PREVENTION | 7 |
| 3. | MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS (R4532-44-2°) | 8 |
| 3.1 | CALENDRIER & PLANNING | 8 |
| 3.2 | MESURES DE SECURITE ARRETEES POUR LA PREVENTION DU PUBLIC ET DU PERSONNEL D'EXPLOITATION EN ACTIVITE | 8 |
| 3.3 | PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER | 9 |
| 3.4 | RISQUES AMIANTE ET PLOMB | 9 |
| 4. | MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS (R4532-44-3°) | 10 |
| 5. | SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER .. | 21 |
| 6. | MESURES GENERALES PRISES POUR LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT AINSI QUE LES DISPOSITIONS PRISES POUR LES LOCAUX DESTINES AU PERSONNEL DU CHANTIER (R4532-44-5°) | 23 |
| 6.1 | DISPOSITIONS EN MATIERE DE BON ORDRE ET DE SALUBRITE | 23 |
| 6.2 | PROTECTION DES TRAVAILLEURS CONTRE LES RISQUES LIES A LA CHALEUR | 24 |
| 6.2.1 | Locaux affectés au travail | 24 |
| 6.2.2 | Poste de travail en extérieur | 24 |
| 6.2.3 | Prévention des risques liés aux épisodes de chaleur intense | 25 |
| 6.2.4 | Mesures de prévention commune dans le cadre de l'opération | 25 |
| 6.3 | CONSIGNES GENERALES D'HYGIENE RELATIVES AU RISQUE COVID 19 | 26 |
| 7. | RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS ET MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE | 27 |
| 8. | MODALITÉS PRATIQUES DE COOPÉRATION (R4532-44-7°) | 29 |
| 9. | ANNEXES | 31 |
| 9.1 | PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER | 31 |
| 9.2 | LISTE INDICATIVE DES TRAVAUX NECESSITANT LE PORT DES EPI | 32 |
| 9.3 | TRAME DE PPSPS | 33 |

1. OBJET DU DOCUMENT

1.1 PREAMBULE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Les entreprises appelées à travailler sur cette opération sont informées que celle-ci est soumise aux dispositions légales décrites par le Décret du 8 janvier 1965, la loi n°93.1418 du 31 décembre 1993 et les Décrets n°94-1159 du 26 décembre 1994 et n°95-543 du 4 mai 1995, ainsi que l'Arrêté du 25 février 2003 concernant les « travaux à risques particuliers », ainsi que du décret modificatif n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004.

Les entreprises retenues et agréées pour ce chantier sont réputées connaître ces règlements et devront avant leur intervention sur le chantier, et après confirmation de leur commande travaux, rédiger à la demande du coordonnateur SPS, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé dès lors qu'elles entreront dans le cadre des dispositions du décret.



L'attention des entreprises est attirée sur l'exigibilité de ce PPSPS. En son absence, l'entreprise ne sera pas autorisée à pénétrer sur le chantier même si son délai d'exécution est court.

Les Entreprises intervenantes et leurs sous-traitants devront transmettre au coordonnateur SPS leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (Art. R 4532-58 à R4532-66 du Code du Travail), après réalisation de l'inspection commune (Art. R 4532-14 du Code du Travail). Un canevas du « cadre type de PPSPS » est annexé au présent PGC SPS. Le Coordonnateur procédera après réception des PPSPS à leur harmonisation.

Le Plan Général de Coordination SPS définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier. Chaque entreprise intervenante s'engage à faire respecter par son propre personnel et ses sous-traitants éventuels les dispositions du présent document.

Pour des impératifs de sécurité, le Coordonnateur S.P.S. se réserve le droit de modifier et compléter le présent Plan Général de Coordination. Les modifications et/ou adjonctions seront immédiatement portées à la connaissance des entreprises et applicables à la date de leur parution, soit par l'envoi d'un PGC modificatif (en cas de modifications importantes par rapport au projet initial), soit par les remarques et consignes mentionnées tout au long du chantier dans les fiches du Registre-Journal de l'opération.

Les entreprises feront une analyse complète et approfondie des risques encourus et des moyens qu'elles mettront en œuvre pour s'y opposer dans leurs PPSPS, le présent « PGCSPS » n'en définissant que les principes généraux.

Chaque mesure de prévention retenue s'attachera donc à répondre aux critères énoncés dans les neuf principes généraux de prévention (L.4121-2 du Code du travail), rappelés ci-dessous :

- ✓ **Éviter les risques**, c'est supprimer le danger ou l'exposition au danger.
- ✓ **Évaluer les risques**, c'est apprécier l'exposition au danger et l'importance du risque afin de prioriser les actions de prévention à mener.
- ✓ **Combattre les risques à la source**, c'est intégrer la prévention le plus en amont possible, notamment dès la conception des lieux de travail, des équipements ou des modes opératoires.
- ✓ **Adapter le travail à l'Homme**, en tenant compte des différences interindividuelles, dans le but de réduire les effets du travail sur la santé.
- ✓ **Tenir compte de l'évolution de la technique**, c'est adapter la prévention aux évolutions techniques et organisationnelles.
- ✓ **Remplacer ce qui est dangereux par ce qui l'est moins**, c'est éviter l'utilisation de procédés ou de produits dangereux lorsqu'un même résultat peut être obtenu avec une méthode présentant des dangers moindres.
- ✓ **Planifier la prévention en intégrant technique**, organisation et conditions de travail, relations sociales et environnement.
- ✓ **Donner la priorité aux mesures de protection collective** et n'utiliser les équipements de protection individuelle qu'en complément des protections collectives si elles se révèlent insuffisantes.

- ✓ **Donner les instructions appropriées aux salariés**, c'est former et informer les salariés afin qu'ils connaissent les risques et les mesures de prévention.

Chaque entreprise intervenante devra organiser une formation pratique et appropriée à l'ensemble du personnel affecté à l'exécution de ses travaux, conformément aux dispositions réglementaires. Le personnel sous contrat de travail à durée déterminée ou temporaire, devra bénéficier d'une formation renforcée qui sera renouvelée et complétée aussi souvent que nécessaire.

Le document précise pour chaque tâche présentant des risques de coactivité simultanée ou successive :

- Le risque éventuel
- Une mesure de prévention pour prévenir ce risque
- L(es)'entreprise(s) en charge de la mise en œuvre de(s) la mesure(s)
- L(es)'entreprise(s) ou l'intervenant, bénéficiant de la mise en œuvre de(s) la mesure(s)

Le présent PGC ne présente pas de mesures liées :


- Au risque propre généré par une entreprise pour ses propres personnels ; ces mesures seront définies par l'entreprise sous sa seule responsabilité
- Au risque généré par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou le CCAP de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage

En aucun cas, le présent Plan général de Coordination ne saurait dégager chaque entrepreneur de ses responsabilités, notamment en matière d'hygiène et de sécurité suivant la législation du travail.

1.2 DEFINITION ET AGREMENT DES SOUS-TRAITANTS

L'entreprise titulaire du marché devra indiquer au coordonnateur la liste des entreprises à qui elle envisage de faire appel dans le but de sous-traiter une partie de son marché. Lorsque l'entreprise aura sélectionné son (ses) sous-traitant(s), elle le(s) fera agréer par le Maître d'ouvrage. Quand l'agrément du Maître d'ouvrage est acquis et à ce moment seulement, l'entreprise prend contact avec le Coordinateur SPS afin de procéder à l'inspection commune sur chantier (l'entreprise joindra à sa demande de rendez-vous, copie de l'agrément de son sous-traitant).

Règles intangibles à suivre par l'entreprise titulaire du marché ainsi que par son sous-traitant quel que soit son rang :


 Un délai de 7 semaines et demie est nécessaire entre le dépôt de la demande d'agrément et le début d'intervention du sous-traitant => 21 jours pour l'agrément par le Maître d'ouvrage (code des marchés publics) + **30 jours au code du travail (R4532-56)**.

En l'absence de définition légale des sous-traitants au sens de l'article L4532-2 du code du travail, un sous-traitant au sens de la coordination SPS sera :

- Celui appelé à intervenir sur le chantier, accepté par le maître d'ouvrage au titre de la loi n°75-1344 et présenté comme tel au coordonnateur SPS
- Ainsi que tout autre prestataire d'une entreprise présenté par elle au coordonnateur et appelé à exécuter des travaux à risques majeurs, selon l'évaluation qu'en aura fait le coordonnateur SPS.

Ce sous-traitant respecte l'ensemble des dispositions liées à la coordination SPS (inspection commune, PPSPS, etc.) au même titre que les entreprises titulaires. Par ailleurs, l'entreprise participe à l'inspection commune de son sous-traitant et vérifie la cohérence du PPSPS de son sous-traitant avec le sien propre.

Les autres intervenants et prestataires de l'entreprise, non considérés comme sous-traitants au sens de l'article L4532-2 du code du travail, interviennent sous la responsabilité de ladite entreprise. A ce titre, celle-ci leur transmet elle-même les consignes SPS du coordonnateur (PGC, CR d'inspection commune) comme prévu à l'article L 4121-2-9° du Code du Travail, ainsi que son propre PPSPS, dans lequel elle intègre la prévention des risques liés à leurs tâches. »

 **Rappel législatif (article L8241-1 du code du travail) : toute opération à but lucratif ayant pour objet le prêt exclusif de main-d'œuvre est interdite sous peine des sanctions prévues à l'article L8243-1 dès lors qu'elle n'est pas effectuée dans le cadre des dispositions du Livre 1er, titre II, chapitre IV du présent code, relatives au travail temporaire.**

2. LES INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

2.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

L'opération concerne les travaux pour la réhabilitation énergétique du tribunal de proximité de la ville d'ORANGE (84). Le bâtiment est classé en établissement recevant du public de types W et L de 5ème catégorie suivant déclaration du chef d'établissement.

Description sommaire des travaux à réaliser (non exhaustif) :

- Le relamping par LED
- Le remplacement des fenêtres extérieures
- La mise en place d'une GTB
- L'installation d'une ou plusieurs pompe à chaleur air/eau ou air/air
- La mise en sécurité de la toiture terrasse
- L'amélioration de l'acoustique de la salle d'audience

2.2 CATEGORIE DE L'OPERATION

| | |
|---|-----------------------------|
| Le nombre de jour travaillés estimatif (suivant le planning prévisionnel) est estimée à : | 20 j x 6 (mois) = 120 jours |
| L'effectif de pointe moyen journalier (estimatif) est = | 4 hommes |
| Calcul de coefficient homme x jour = | 480 hommes x jours |
| Seuil réglementaire de Catégorie 3 doit être inférieur à 500 hommes x jours | |

Au regard de la réglementation relative à la Sécurité et à la Protection de la Santé, (effectif prévisionnel inférieur à 500 Hommes jours), **cette opération est classée en 2^{ème} catégorie** (art R. 4532-1 du Code du Travail) **par le maître d'ouvrage**

Cette opération comprend des travaux à risques particuliers suivant l'arrêté du 25 février 2003, faisant apparaître notamment les types de risques suivants (liste non exhaustive) :

- **Risques liés aux travaux en hauteur**

D'autre part, cette opération est soumise aux risques suivants :

- Risques liés aux travaux en site partiellement occupé
- Risques liés à la manutention

D'autre part, cette opération est soumise aux risques suivants :

- Risques liés à la réalisation de chantier concomitant
- Risques liés aux travaux électriques
- Risques liés aux travaux en site occupé (bâtiments occupés)
- Risques liés aux travaux en site urbain

2.3 ADRESSE PRECISE DU CHANTIER

Rue de TOURRE- 84100 ORANGE

2.4 PRESENTATION DES INTERVENANTS

| INTITULE | Nom | Tél / Fax | Courriel |
|---|---|--------------------------------------|--|
| <u>Maîtrise d'ouvrage :</u> Ministère de la justice Service de l'immobilier Ministériel 350 avenue du club hippique 13100 Aix en PROVENCE | Christian VITALIS | 06 77 10 66 82 | christian.vitalis@justice.gouv.fr |
| <u>Maîtrise d'œuvre :</u> ICOS ARCHITECTURE 38 rue du pont de Lattes 34070 MONTPELLIER | Dylan ROUSSE | 06 13 62 34 18 | d.rousse@icos-architecture.com |
| <u>BET Fluides/ thermique/ Eco. / OPC :</u> IGBAT1&CO 2 bis chemin neuf 13570 BARBENTANE | Sandrine LEYRIS | 06 46 23 89 74 | contact@igbatetco.fr |
| <u>Coordination SPS :</u> BECS Provence 1A chemin de la Rollande Cité de l'Artisanat 84140 AVIGNON MONTEFRET | Khémaïs ELOUEFI Gilles NEGRE | 06 48 91 56 52 06 08 30 38 43 | khemais.elouefi@becs.fr gilles.negre@becs.fr |

2.5 ALLOTISSEMENT : LES ENTREPRISES INTERVENANTES (Y COMPRIS ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS)

| Corps d'état - ENTREPRISES | Tél | Représentant / courriel |
|--|-----|-------------------------|
| Lot 00 : Dispositions communes | | |
| Lot 01 : Etanchéité | | |
| Lot 02 : Menuiseries extérieures bois | | |
| Lot 03 : Maçonnerie, cloisons, faux plafonds, doublage, peinture | | |
| Lot 04 : Electricité | | |
| Lot 05 : CVC, plomberie | | |

2.6 LISTE DES ORGANISMES OFFICIELS DE PREVENTION

| DÉSIGNATION | ADRESSE | ☎/✉ |
|--|---|------------------|
| Inspection du travail AVIGNON | 6 rue Jean Althen 84000 Avignon | ☎ 04 90 14 75 00 |
| CARSAT | Espace Europe- immeuble Saint Roch 3 rue Martin Luther King 84000 Avignon | ☎ 09 71 10 39 60 |
| OPPBTP | 10 place de la Joliette Marseille | ☎ 04 91 71 48 48 |
| Médecine du travail | Rue Bretagne Orange | ☎ 04 66 39 66 91 |

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS (R4532-44-2°)

3.1 CALENDRIER & PLANNING

- ✓ Les travaux débuteront au printemps 2026.
- ✓ La durée prévisionnelle des travaux est de 6 mois.

3.2 MESURES DE SECURITE ARRETEES POUR LA PREVENTION DU PUBLIC ET DU PERSONNEL D'EXPLOITATION EN ACTIVITE

ORGANISATION DES TRAVAUX :

S'agissant de travaux dans un bâtiment existant, il est rappelé aux entreprises que l'établissement sera en fonctionnement pendant toute la durée du chantier, toutes les précautions seront prises pour ne pas perturber son fonctionnement.

Les travaux particulièrement bruyants seront réalisés en accord avec les représentants de l'établissement. Les travaux en zone de coactivité pourront se faire en horaires décalés sur demande de maître d'ouvrage.

Clôtures du chantier : Les zones travaux devront être strictement fermées et inaccessibles au public.

Livraison, stockage :

Le stockage du matériel et des matériaux pourra se faire directement dans la cour intérieure, avec la pose de clôtures en barrières HERAS. (Voir projet de PIC en annexe)

Les travaux se réaliseront en site occupé. Les zones travaux seront maintenues fermées et l'accès au chantier sera interdit au public et à toutes personnes non autorisées.

Certaines circulations (flux de personnes) devant être maintenues durant la durée de chantier, des cloisons provisoires et portes associées seront mises en œuvre pour la différenciation des flux de chantier et des flux utilisateurs, la protection du public et du personnel, la protection contre les nuisances phoniques ainsi que la protection contre les poussières.

Une signalétique extérieure directionnelle et informative du chantier devra être mise en place

Stationnement chantier et stockage des matériaux :

Dans la mesure du possible les entreprises apporteront les matériaux nécessaires à l'avancement du chantier quotidiennement.

Généralités :

Le stockage du matériel se fera sur la zone définie et aménagée sur le chantier, aucun stockage n'est autorisé en dehors de cette zone. Les entreprises apporteront les matériaux nécessaires à l'avancement du chantier quotidiennement.

Les accès aux dégagements (couloirs, escaliers) et issues de secours du bâtiment, ainsi qu'aux moyens de lutte contre l'incendie, devront restés accessibles et libres pour toute la période du chantier.

Il est rappelé au Maître d'Ouvrage de définir les mesures prises pour la protection du public, ainsi qu'aux entreprises d'établir leur analyse de risques avec les modes opératoires et les mesures de prévention associée.

3.3 PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Eléments à respecter obligatoirement par les entreprises :

Plan d'installation de chantier – Moyens pour la mise en sécurité du chantier :

- Gestion des déchets : des zones d'entreposage de bennes devront être prévues.

Sécurité des toitures contre le risque de chute de hauteur en phase chantier :

Une ligne de vie sera installée sur la toiture terrasse.

La base de vie de chantier : Les cantonnements de chantier seront situés à proximité des zones d'intervention sur des espaces mis à disposition par le maître d'ouvrage pendant toute la durée du chantier. → Les installations de chantier seront installées et entretenues par le Lot GROS OEUVRE

Clôtures du chantier : Les zones travaux devront être fermées et inaccessible au public.

Accès : Accès au chantier et à la base vie se fera par la rue Pontillac.

Généralités

Situation des installations :

L'ensemble des installations de chantier seront installées à l'arrivée des entreprises, maintenues et entretenues jusqu'à la fin de chaque phase de travaux.

Fermeture du chantier :

L'ensemble du chantier (zones de travaux, installations de chantier, zone de stockage) devra être en permanence clos et inaccessible aux personnes étrangères au chantier.

3.4 RISQUES AMIANTE ET PLOMB

DAAT Dossier n°26168675/S1/1/AM-RTV_V1 / Rapport du 10/06/2025 → Absence de matériaux amiantés

Dans le cas de découverte pendant les travaux d'un matériau, ou matériel, susceptible de contenir du plomb et/ou de l'amiante, et non inventorié dans les diagnostics, l'activité de ce secteur devra être immédiatement arrêtée. Toutes les dispositions devront être prises pour éviter la dispersion du produit douteux, et le maître d'œuvre avec le Coordonnateur SPS devront être immédiatement avertis.

Après analyse, si le matériau découvert est classé amianté et/ou plomb, l'entreprise devra être agréée pour intervenir pour les travaux de décontamination (retrait du matériau amianté ou contenant du Plomb). Les procédures (Plan de retrait en SS3 - Mode opératoire en SS4) devront être clairement définies et soumises aux organismes compétents avant tout début des travaux de décontamination conformément à la réglementation en vigueur.

Les déchets seront traités et évacués suivant les dispositions réglementaires avec suivi du Bordereau de Suivi de Déchet (BSD).

4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS (R4532-44-3°)

Dispositions concernant les voies ou zones de déplacement ou de circulations verticales et horizontales (R4532-44-3°-a)

| Risques | Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises | Entreprise mettant en œuvre la mesure | Entreprise bénéficiant de la mesure | Réf. Doc. |
|---|---|--|---|---------------------------------------|
| <u>Contrôle d'accès</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> • Coactivités • Intrusion de personnes étrangères au site important et exportant des risques | <ul style="list-style-type: none"> • Le titulaire devra garantir le caractère clos et indépendant du chantier, avec la fermeture complète des zones en travaux. <p>Le contrôle d'accès devra permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • De lutter contre le travail dissimulé, en s'assurant du clos et indépendant du chantier • De s'assurer de l'identité des personnes présentes sur le site et de la société dont elles dépendent • De s'assurer de la prise en compte par l'ensemble des intervenants, des consignes, de circulation, d'alerte et de sécurité du chantier | Réalisé par le titulaire du lot Installation de chantier | Toutes les entreprises intervenantes | |
| <u>Respect du clos et indépendant</u> <u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Coactivité • Environnement | <ul style="list-style-type: none"> • Toutes les personnes pénétrant sur le site devront pouvoir être identifiées facilement et justifier de quelle société elles dépendent (vêtement de travail avec logo de l'entreprise) • Tout personnel de chantier devra se munir <u>de sa carte d'identification PRO BTP</u>, et la présenter en cas de demande. • <u>Les Secouristes Sauveteurs du Travail devront être identifiés</u> (autocollant sur casque ou gilet spécifique). Il y en aura 1 minimum pour 20 personnes | Toutes les entreprises intervenantes | Toutes les entreprises intervenantes | L'article R4532-16 du code du travail |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Un chargé sécurité sera désigné en début de chantier, il devra pouvoir être contacté facilement. Il aura la responsabilité de l'ouverture et fermeture des accès au chantier. Le cas échéant, il assurera aussi le maintien de la signalisation de chantier extérieure | Réalisé par le titulaire du lot Installation de chantier | Toutes les entreprises intervenantes | |

Circulations horizontales et Verticales

| | | | | |
|---|--|---|--------------------------------------|-------------------------|
| <u>Circulations horizontales sur le chantier</u> <u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Heurt • Collision • Ecrasement | Cheminements Piéton / VL / engins de chantier : <ul style="list-style-type: none"> • Les circulations piétonnes sur le chantier devront être indépendantes et séparées des zones de circulation d'engins, • Les cheminements piétons sur le chantier seront balisés et sécurisés par des barrières de type chantier propre, ou grillage orange, leur entretien devra être permanent par le lot concerné | Réalisé par le titulaire du lot Installation de chantier | L'ensemble des entreprises | |
| <u>Circulations verticales sur le chantier</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> • Chute de hauteur • Chute d'objet • Écrasement • Collision | <ul style="list-style-type: none"> • L'ensemble des cheminements, présentant un risque de chute de hauteur, seront sécurisés avec des gardes corps conformes à la réglementation • Tout accès à un poste de travail en élévation se fera à l'aide de moyens appropriés et conformes à la réglementation : <ul style="list-style-type: none"> ○ Nacelle élévatrice, ○ Échafaudage de pieds ou roulant conformément à la réglementation ○ Plateforme individuelle roulante | Toutes les entreprises intervenantes | Toutes les entreprises intervenantes | Articles R4323-58 du CT |
| <u>Risques liés aux travaux superposés</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> • Chute d'objet • Chute de hauteur • Collision | <ul style="list-style-type: none"> • Les surfaces situées à l'aplomb des zones de travail en élévation seront interdites d'accès avec mise en place de barrières et/ou de rubalise • Dans le cas de superposition de plusieurs tâches d'un même lot : le titulaire du lot mettra en place des protections nécessaires (filets, platelage...) | Toutes les entreprises intervenantes | Toutes les entreprises intervenantes | Arrêté du 21/12/2004 |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Les surfaces situées à l'aplomb des zones de travail en élévation seront interdites d'accès avec mise en place de barrières et/ou de rubalise • Dans le cas de superposition de plusieurs tâches d'un même lot : le titulaire du lot mettra en place des protections nécessaires (filets, platelage...) | Toutes les entreprises intervenantes | Toutes les entreprises intervenantes | |

Dispositions concernant la délimitation des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses (R4532-44-3°C)

| Risques | Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises | Entreprise mettant en œuvre la mesure | Entreprise bénéficiant de la mesure | Réf. Doc. |
|--|---|--|---|--------------|
| <u>Zones de stockages</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> Écrasement Heurt Collision | <ul style="list-style-type: none"> Les zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, seront préalablement définies et aménagées. Chaque entreprise pourra, dans la limite de la surface disponible, stocker ses matériaux et son matériel au sein des zones de stockage prévues à cet effet (les besoins seront précisés dans les PPSPS). | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | |
| <u>Stockage de produit dangereux</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> Explosion et/ou incendie Intoxication et/ou Asphyxie Brûlures | <ul style="list-style-type: none"> Le stockage des produits dangereux (avec pictogramme danger) sera réalisé dans des containers fermés, parfaitement ventilés, et comportant un extincteur approprié à la classe feu, pour la lutte contre l'incendie. Le plan d'installation du chantier sera tenu à jour en conséquence. | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | |
| <u>Travaux avec produit dangereux</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> Explosion Incendie Intoxication et/ou Asphyxie Brûlures | <ul style="list-style-type: none"> Se munir des fiches de données de sécurité (FDS) sur le chantier pour tous les produits munis d'un pictogramme risque Éviter tout stockage de produits toxiques et/ou inflammables sur le chantier Dispositions de nature à prévenir les risques d'explosion et d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Affichage : interdiction de fumer ✓ Ventilation des locaux de stockage ✓ Balisage des zones ✓ Utilisation d'EPI ✓ Mise en place d'extincteurs appropriés ✓ Règles de stockage à respecter, avec ventilation des lieux de travail et de stockage | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | |

Dispositions concernant l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale (R4532-44-3°F)

| Risques | Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises | Entreprise mettant en œuvre la mesure | Entreprise bénéficiant de la mesure | Réf. Doc. |
|--|---|---|---|-------------------------------|
| Protections collectives contre les chutes de hauteur et d'objet | | | | |
| <u>Pose et au maintien des protections collectives du chantier</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> • Chute de plain-pied • Collision et heurt • Chute de hauteur | <ul style="list-style-type: none"> • Toutes les interventions en hauteur devront se faire à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs. • Le poste de travail est tel qu'il permet l'exécution des travaux dans des conditions ergonomiques • Pour tout travail en hauteur, une équipe de deux personnes minima est exigée, le travailleur isolé en hauteur est à proscrire | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | R 4523-58 Du CT |
| | <ul style="list-style-type: none"> • La priorité est donnée aux équipements de travail assurant une protection collective | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | R 4523-62 Du CT |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Il est interdit d'utiliser les échelles, <u>escabeaux</u>, et marchepieds comme poste de travail | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | R 4523-63 Du CT |
| | <ul style="list-style-type: none"> • <u>Toutes les trémies ouvertes donnant sur le vide</u> doivent être sécurisées par des garde-corps conformes à la réglementation en vigueur. A défaut leurs accès seront nettement délimités et visiblement signalés, ces accès seront interdits par des dispositifs matériels. | Lot Concerné | Lot concerné | R 4534-4 R 4534-3 du CT |
| | <u>Les protections Collectives :</u> <ul style="list-style-type: none"> • La mise en place de l'ensemble des protections collectives nécessaires à la réalisation des travaux jusqu'à la réception de l'ouvrage définitif, est à charge de chaque entreprise qui créera ce risque, elle en assurera sa maintenance pendant toute la durée des travaux • Les protections collectives sont toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux envisagés par l'entreprise • Elles ne peuvent être déposées que dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Après la disparition du risque, ✓ Après la mise en place de la protection définitive prévue au projet, ✓ Après la mise en place d'un autre dispositif provisoire d'une efficacité équivalente. | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Articles R4323-58 Du CT |

| Risques | Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises | Entreprise mettant en œuvre la mesure | Entreprise bénéficiant de la mesure | Réf. Doc. |
|--|---|---|---|--|
| Protections collectives contre les chutes de hauteur et d'objet (suite) | | | | |
| <u>Pose et au maintien des protections collectives du chantier</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> • Chute de plain-pied • Collision et heurt • Chute de hauteur | Garde-corps <ul style="list-style-type: none"> • Les rives de l'ensemble des plates-formes de travail présentant un risque de chute de hauteur devront comporter des garde-corps réglementaires, de hauteur 1.10 m (1m minium) avec sous lisse et plinthe, quel que soit la hauteur de la dénivelée • Pose à l'avancement des garde-corps en périphérie des zones de travail Echafaudages de pieds Rappel des principaux points concernant le montage d'échafaudage de pieds <ul style="list-style-type: none"> ✓ Sous l'autorité d'un chef monteur ✓ Personnel habilité au travail au harnais (CQP de monteur) ✓ Avec plan de montage, et note de calcul ✓ PV de réception entre le monteur et l'utilisateur en fin de montage ✓ Stabilité des équipements en phase provisoire | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | CNAMTS R408 Articles du CT R4323-69 à R4323-80 |
| | Plateforme de travail <ul style="list-style-type: none"> • Les modes opératoires devront être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles équipées de garde-corps ou de tout autre mode de protection collective pour toutes les phases des travaux. | Entreprise concernée | Toutes les entreprises | |
| Protections individuelles si protections collectives impossible | | | | |
| <u>Utilisation de protections individuelles contre les chutes de hauteur</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> • Chute de plain-pied • Collision et heurt • Chute de hauteur | HARNAIS <ul style="list-style-type: none"> • Dans l'hypothèse où aucun autre moyen de protection n'est possible, le personnel de l'entreprise travaillant sur les parties du chantier exposées aux chutes de hauteur sera doté d'un harnais d'antichute et d'un système de liaison (système antichute ou système avec longe et absorbeur d'énergie et point d'ancrage réglementaire adapté). TRAVAIL SUR CORDE <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cas spécifique de travail sur corde, l'entreprise concernée aura l'obligation de l'indiquer dans son PPSPS. Le personnel de l'entreprise, devant exécuter des travaux sur corde devra posséder toutes les habilitations requises : CQP1, CQP2, ou CQP3. | Entreprise concernée | Toutes les entreprises | CNAMTS R166 R167bis Articles R4323-62 Du CT Articles R4323-89 Du CT |

| Risques | Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises | Entreprise mettant en œuvre la mesure | Entreprise bénéficiant de la mesure | Réf. Doc. |
|--|---|---|---|--|
| Alimentation générale électrique du chantier et procédure de consignation | | | | |
| <u>Risques liés à l'installation électrique générale</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> Électrisation Incendie Brûlures | <ul style="list-style-type: none"> Le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur. | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Les travaux ne devront se faire qu'après la mise hors tension de l'installation électrique établie par une consignation écrite. Dans le cas où certains appareillages ne pourront être consignés, ils seront mis hors d'atteinte et protégés vis-à-vis des travailleurs | Lot concerné | Toutes les entreprises | Article du CT R 4534-111 et 119 |
| | <ul style="list-style-type: none"> Les entreprises intervenantes sont tenues d'appliquer la procédure d'habilitation des électriciens conformément aux dispositions des publications UTE C18510 & C18.530 version 2012 Il est rappelé que tout titre d'habilitation doit être justifié par une formation appropriée et un contrôle des connaissances acquises L'exécution des raccordements électriques ainsi que la neutralisation et coupure de tout ou partie du réseau, sera confiée à du personnel doté des habilitations prévues par la norme, conformément au tableau joint en annexe. Garantir 1 secouriste par équipe minimum obligatoire Maintenir les armoires électriques sous tension fermées à clé | Entreprise spécialisée | Toutes les entreprises | Mémo technique UTE C18-510 & C18-530 Décret 2010-1118 du 22/09/2010 et arrêté du 26/04/2012 |
| | <u>Procédure de consignation</u> <ul style="list-style-type: none"> Séparation : neutralisation et coupure par des personnes ou organismes compétents ou habilités, y compris les alimentations de secours Condamnation : par un dispositif matériel, avec mise en place d'une signalisation informant clairement, de cette condamnation Dissipation ou rétention : mise à la terre et en court-circuit des conducteurs, décharge des condensateurs, vidange, ventilation... Vérification : de l'absence de tension entre tous les conducteurs, y compris le neutre, et entre les conducteurs et la terre Identification : servant à s'assurer que les travaux seront bien réalisés sur l'installation consignée, avec affichage du PV de consignation | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | |
| Vérification des installations électriques | | | | |

| Risques <ul style="list-style-type: none">• Électrisation• Incendie• Brûlures | <ul style="list-style-type: none">• <u>L'ensemble des installations électrique du chantier (HT et BT) devra être vérifié</u>, en respect des dispositions réglementaires avant mise en service ou après avoir subi une modification de structure, puis à l'intervalle de 12 mois au plus.• <u>Le rapport de vérification sera transmis dans les meilleurs délais au C.S.P.S. et mis à disposition sur le chantier</u> | Réalisée par organisme compétent (bureau de contrôle) pour l'entreprise concernée | Toutes les entreprises | | | | | | | | | |
|---|---|---|-----------------------------|---|---------|---|--------|--|---------|------------------------|------------------------|--|
| | | | | | | | | | | | | |
| <u>Éclairage de chantier</u> Risques : <ul style="list-style-type: none">• Baisse de la vue oculaire• Fatigue• Accident | <p>Rappel à titre indicatif, des conditions minimales à satisfaire :</p> <table><tr><th>Lieux de travail et Nature de l'activité</th><th>Valeur minimale d'éclairage</th></tr><tr><td><ul style="list-style-type: none">• Postes de travail permanents en zone confinée</td><td>200 Lux</td></tr><tr><td><ul style="list-style-type: none">• Circulation</td><td>50 Lux</td></tr><tr><td><ul style="list-style-type: none">• Postes de travail avec usage de machine dangereuse</td><td>120 Lux</td></tr></table> <ul style="list-style-type: none">• L'éclairage devra être conçu et réalisé de manière à être compatible avec les exigences visuelles des travaux à exécuter, protéger les travailleurs contre l'éblouissement et la fatigue visuelle et distinguer les obstacles ou entraves à la circulation des piétons et des engins éventuels.• En cas de différend sur les niveaux d'éclairage, le MOA, son MOE ou le C.S.P.S. pourront exiger du titulaire, la présentation d'un rapport des résultats des relevés photométriques effectués par un organisme agréé. | Lieux de travail et Nature de l'activité | Valeur minimale d'éclairage | <ul style="list-style-type: none">• Postes de travail permanents en zone confinée | 200 Lux | <ul style="list-style-type: none">• Circulation | 50 Lux | <ul style="list-style-type: none">• Postes de travail avec usage de machine dangereuse | 120 Lux | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Article du CT R4223-1 R4223-4 R4223-5 Décret N° 83-721 du 2 AOUT 1983 Fiche G1F02 OPPBTP |
| Lieux de travail et Nature de l'activité | Valeur minimale d'éclairage | | | | | | | | | | | |
| <ul style="list-style-type: none">• Postes de travail permanents en zone confinée | 200 Lux | | | | | | | | | | | |
| <ul style="list-style-type: none">• Circulation | 50 Lux | | | | | | | | | | | |
| <ul style="list-style-type: none">• Postes de travail avec usage de machine dangereuse | 120 Lux | | | | | | | | | | | |

DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE (R4532-44 – 3°G)

| Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises | Entreprise mettant en œuvre la mesure | Entreprise bénéficiant de la mesure | Réf. Doc. |
|--|---|---|------------------|
| Dispositions générales | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Les entreprises devront prévoir et faire connaître au niveau de leur PPSPS, et mettre en œuvre sur le chantier, toute disposition, moyens de protection et/ou mode opératoire, de façon à ne créer aucun risque et gêne vis à vis des autres entreprises présentes. Selon la configuration du chantier au moment de l'exécution de tels travaux, et si aucune autre solution ne peut satisfaire une coactivité sans risque, d'autres mesures pourront être prises en concertation avec le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre telle que le décalage des travaux Dans le cas de tels travaux, les zones concernées seront confinées, et signalées par affichages et consignées dans le RJ | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | |
| Circulations PL et engins | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Les stationnements en dehors des zones prévues à cet effet seront rigoureusement interdits Les entrées et sorties des zones de travaux seront accompagnées de guide et/ou protégées par une signalisation adéquate Les engins et/ou véhicules devront respecter code de la route des voies publiques sur lesquelles ils circulent | Toutes les entreprises intervenantes | Toutes les entreprises intervenantes | Code de la route |

Risques liés à certains modes opératoires

| Risques | Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises | Entreprise mettant en œuvre la mesure | Entreprise bénéficiant de la mesure | Réf. Doc. |
|--|---|--|---|--------------|
| Gros Œuvre et Maçonnerie | | | | |
| <u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> Chute d'objet Chute de hauteur Ecrasement Enfouissement Heurt | <ul style="list-style-type: none"> Assurer la stabilité des éléments provisoires de structure Mise en œuvre de tours d'étalement ou d'échafaudages de pieds, montés et démontés conformément à la réglementation définie dans le décret N°2004-924 du 01/09/04, et de l'arrêté du 21/12/04 correspondant, ils seront montés par du personnel ayant reçu les attestations requises (établies par l'employeur), et PV établi entre monteur et utilisateur si différents Utilisation d'élévateur de personnes, nacelle, dans les conditions définies par (recommandation CNAM R 212 du 19 11 82 et guide INRS n° ED 801 de septembre 1996 | Lot Installation de chantier | Toutes les entreprises | |
| Charpente – Couverture - Etanchéité | | | | |
| <u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> Chute d'objet Chute de hauteur Ecrasement Heurt Incendie | <ul style="list-style-type: none"> Utilisation d'appareils de levage adaptés, avec chef de manœuvre (recette, monte matériaux) Mise en place d'un périmètre de protection à l'aplomb des zones d'intervention Mise en place de filets en nappe en sous face Pose de garde-corps rigides en périphérie de toiture et/ou terrasse Accès en toiture et/ou terrasse sécurisé (Tour d'escalier, nacelle etc...) Privilégier, échafaudage monté et maintenu comme protections collectives communes, après intervention du lot gros œuvre. Utilisation de chalumeau, avec présence d'extincteur sur le poste de travail | Le titulaire du lot Etanchéité | Toutes les entreprises intervenant en toiture | |
| <u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> Chute de plain-pied Chute d'objet Chute de hauteur | <ul style="list-style-type: none"> Le titulaire du lot charpente maintiendra les protections mises en place, pour les travaux de couverture/étanchéité (Ex ; Filets en sous face) | Le titulaire du lot Etanchéité | Le titulaire du lot couverture/étanchéité | |
| <u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> Chute d'objet Chute de hauteur | <ul style="list-style-type: none"> Mettra en place d'accès sécurisé à la toiture, pour ses propres travaux, et ceux des entreprises nécessitant aussi un accès en toiture | Le titulaire du lot Etanchéité | Toutes les entreprises | |

| | | | | |
|--|--|--------------------------------|------------------------|--|
| Risques : <ul style="list-style-type: none"> • Chute de plain-pied • Chute d'objet • Chute de hauteur | <ul style="list-style-type: none"> • Le titulaire du lot étanchéité maintiendra les garde-corps périphériques provisoires pour les entreprises chargés des travaux d'équipements divers | Le titulaire du lot Etanchéité | Toutes les entreprises | |
|--|--|--------------------------------|------------------------|--|

| Risques | Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises | Entreprise mettant en œuvre la mesure | Entreprise bénéficiant de la mesure | Réf. Doc. |
|--|---|---------------------------------------|-------------------------------------|-----------|
| Corps d'états secondaires | | | | |
| <u>Risques :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Chute de plain-pied • Chute d'objet • Chute de hauteur | <ul style="list-style-type: none"> • Stockages produits : éviter tout stockage de produits toxiques et inflammables à l'intérieur des locaux, mais dans des locaux extérieurs appropriés (ventilés, fermés, parois incombustibles, signalisation, ouvrant à l'extérieur) • Utilisation d'EPI (masque...) - délimitation et protection de la zone d'intervention – locaux ventilés • Travaux en hauteur : Moyens adaptés selon les hauteurs : PIR, échafaudages roulants, etc.. | Le titulaire des lots concernés | Toutes les entreprises | |
| <u>Travaux intérieurs de peinture des murs et plafonds</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> • Chute de hauteur • Blessures | <ul style="list-style-type: none"> • Utiliser un moyen de travail adapté et conforme du type échafaudage roulant ou plateforme individuelle roulante (PIR) pour tout travail en hauteur • Porter les masques anti-poussières durant les opérations de ponçage | Lot concerné | Toutes les entreprises | |

| Risques | Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises | Entreprise mettant en œuvre la mesure | Entreprise bénéficiant de la mesure | Réf. Doc. |
|---|---|---|---|--------------------------------|
| Maladies professionnelles | | | | |
| Risques <ul style="list-style-type: none"> • Vibrations • Lombalgie | <ul style="list-style-type: none"> • Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (conducteurs d'engins, utilisation de marteaux piqueurs, perforateurs, perceuses, meuleuses, etc.), l'entreprise devra : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Assurer une formation et une surveillance médicale spéciale du personnel exposé. ✓ Réaliser un programme de réduction de l'exposition aux vibrations : ✓ Modification des modes opératoires, ✓ Aménagement du temps de travail, ✓ Utilisation de brise-béton antivibratoires, ✓ Équipement des engins de chantier de sièges à suspension. • En cas d'impossibilité, notées dans les PPSPS, ceux-ci devront détailler les choix des matériels et des procédures réduisant ces nuisances à la source | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | |
| <u>Travaux générant des poussières</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> • Maladies respiratoires | <ul style="list-style-type: none"> • Port des EPI adaptés (voir annexe au 9.1) • Les coupes devront être arrosées afin d'éviter la propagation de poussières • Utiliser des outils avec aspirateur intégré | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | |
| <u>Travaux générant du bruit</u> Risques <ul style="list-style-type: none"> • Lésion • Nuisance auprès du personnel en place • Maladie professionnelle • Perte d'audition | <ul style="list-style-type: none"> • Les valeurs limite d'exposition déclenchant une action de prévention est fixée à 80 dB(A) • La valeur limite d'exposition déclenchant une action de prévention est fixée à 80 dB(A). Être exposé 8 h à 80 dB(A) est aussi dangereux que d'être exposé 1 h à 89 dB(A) • Le matériel des entreprises sera donc choisi en conséquence (le moins bruyant) avec mode opératoire adapté • Le port de « protections auditives moulées » sera imposé à tout travailleur exposé au bruit • Éviter les nuisances sonores par rapport aux travailleurs et riverains • Port des EPI adaptés (voir annexe au 9.1) | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Articles du CT 4431-2 à 4435-5 |

5. SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

| Risques | Mesures de prévention à prévoir Sujétions du coordonnateur SPS à respecter par les entreprises | Entreprise mettant en œuvre la mesure | Entreprises bénéficiant de la mesure | Réf. Doc. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|---------------------------------------|--------------------------------------|--|------|---------------------|--------------------------------|-------------------------------------|--------|----------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-----|------------------------------------|-----|--------------------------------------|------|---------------------------------------|---------------------------|--|----------------------------------|------------------------|------------------------|--|
| <u>Risques liés à la circulation publique au droit du chantier</u> | L'entreprise responsable de l'installation de chantier devra : <ul style="list-style-type: none">• Prendre toutes dispositions, afin de remettre en état les lieux, chaussée et trottoirs, après l'achèvement complet des travaux Les dispositions suivantes devront être prises pour : <ul style="list-style-type: none">• L'interdiction de stationnement sur les rues en périmètre du chantier• Le dévoiement de la circulation des piétons sur les trottoirs périphériques avec mise en place de panneaux spécifiques, notamment au droit des sorties de camions• La mise en place éventuelle de passages piétons protégés• La programmation des approvisionnements (A définir) | Lot concerné | Toutes les entreprises | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <u>Risques liés aux Réseaux aériens ou sous terrains :</u> <ul style="list-style-type: none">• <u>Explosions</u>• <u>Electrocution</u>• <u>Effondrement</u>• <u>Brûlure</u> | Des précautions particulières seront prises, quant à la présence de réseaux proches (Respect des distances réglementaires, ...) <table><tr><th>TYPES D'ouvrage</th><th>Zones de proximité</th></tr><tr><td>Transports d'hydrocarbures, de gaz, ou de produits chimiques</td><td>15 m</td></tr><tr><td>Distribution de gaz</td><td>2 + 1 m par mètre d'excavation</td></tr><tr><td>Installation électrique souterraine</td><td>1.50 m</td></tr><tr><td>Installation électrique aérienne</td><td>3 m < 50000 volts, 5 m > 50000 volts</td></tr><tr><td>Installation téléphonique souterraine</td><td>2 m</td></tr><tr><td>Installation téléphonique aérienne</td><td>3 m</td></tr><tr><td>Ouvrage de prélèvement d'eau potable</td><td>50 m</td></tr><tr><td>Ouvrage de distribution d'eau potable</td><td>5 m ouvrage sous pression</td></tr><tr><td>Ouvrage souterrain d'eau sous pression et d'assainissement</td><td>2 m + 1 m par mètre d'excavation</td></tr></table> | TYPES D'ouvrage | Zones de proximité | Transports d'hydrocarbures, de gaz, ou de produits chimiques | 15 m | Distribution de gaz | 2 + 1 m par mètre d'excavation | Installation électrique souterraine | 1.50 m | Installation électrique aérienne | 3 m < 50000 volts, 5 m > 50000 volts | Installation téléphonique souterraine | 2 m | Installation téléphonique aérienne | 3 m | Ouvrage de prélèvement d'eau potable | 50 m | Ouvrage de distribution d'eau potable | 5 m ouvrage sous pression | Ouvrage souterrain d'eau sous pression et d'assainissement | 2 m + 1 m par mètre d'excavation | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | |
| TYPES D'ouvrage | Zones de proximité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Transports d'hydrocarbures, de gaz, ou de produits chimiques | 15 m | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Distribution de gaz | 2 + 1 m par mètre d'excavation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Installation électrique souterraine | 1.50 m | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Installation électrique aérienne | 3 m < 50000 volts, 5 m > 50000 volts | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Installation téléphonique souterraine | 2 m | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Installation téléphonique aérienne | 3 m | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ouvrage de prélèvement d'eau potable | 50 m | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ouvrage de distribution d'eau potable | 5 m ouvrage sous pression | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ouvrage souterrain d'eau sous pression et d'assainissement | 2 m + 1 m par mètre d'excavation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | |
|--|---|------------------------|------------------------|---|
| <u>Risques liés aux conditions météo :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Heurt • Collision • Déversement • Envol | <ul style="list-style-type: none"> • Informations météorologiques (cf. METEO FRANCE) • Drapeau d'indication de direction du vent sur les grues • Fixation des éléments pouvant faire prise au vent ou se décrocher inopinément (bardage, clôture, tôles, etc.) <p>Afin d'anticiper ces problèmes prendre contact avec METEO FRANCE : 08 92 68 02 69</p> | Titulaire | Toutes les entreprises | |
| | <ul style="list-style-type: none"> • Arrêt du poste de travail, si risques dû au mauvais temps • Conformément aux stipulations du code du travail | Titulaire | Toutes les entreprises | Art. du CT R4523-68 |
| <u>Risques d'incendie</u> | <ul style="list-style-type: none"> • Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques (Feux de classe A et B, feux de gaz, etc.) <ul style="list-style-type: none"> ✓ Dans les locaux affectés au personnel. ✓ Dans les bureaux de chantier. ✓ Dans les locaux de stockage. ✓ Sur les postes de travail particuliers. • Le stockage des produits inflammables doit respecter les règles du code du travail | Toutes les entreprises | Toutes les entreprises | Article du CT R4227-28 R4227-29 R4227-33 |

6. MESURES GENERALES PRISES POUR LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT AINSI QUE LES DISPOSITIONS PRISES POUR LES LOCAUX DESTINES AU PERSONNEL DU CHANTIER (R4532-44-5°)

6.1 DISPOSITIONS EN MATIERE DE BON ORDRE ET DE SALUBRITE

Les sanitaires, vestiaires et réfectoire obligatoires seront mis à disposition du personnel de chantier au sein du tribunal.

| Dispositions à réaliser | Entreprise mettant en œuvre la mesure | Entreprise bénéficiant de la mesure | Réf. Doc. |
|---|---------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|
| Fermeture des installations : Chaque installation sera en permanence close et inaccessible aux personnes étrangères au chantier. Cette fermeture sera réalisée avec des clôtures de 2 ml de hauteur type HERAS ou équivalent boulonnées entre-elles et/ou avec des petites barrières hauteur 1 m type « chantier propre GLY », y compris portail d'accès avec fermeture, et avec tout dispositif de contreventement nécessaire. Il sera apposé la signalisation réglementaire : "Port du casque obligatoire" et "Chantier interdit au public" sur ces clôtures | LOT Installation de chantier | Toutes Les entreprises | |
| Eau potable (pour la boisson) : Eau potable et fraîche (en période estivale) au moins 3 litres par jour et par travailleur | LOT Installation de chantier | | Article du CT R4228-7 |
| Lavabos, cabinet d'aisance et urinoirs (WC) : Un lavabo → pour 10 travailleurs Un cabinet et un urinoir → un pour 20 travailleurs Locaux éclairés, chauffés et aérés, équipés de chasse d'eau et entretenus (nettoyage régulier par société spécialisée) et munis des produits nécessaires (savon, papier hygiénique, serviette ou moyen d'essuyage, etc.) <u>SI Personnel féminin : Sanitaires et vestiaires séparés</u> | LOT Installation de chantier | | Articles du CT R4228-8 R4228-10 à 15 |
| Vestiaires collectifs : Avec armoires individuelles munies de serrure, en nombre suffisant (dimensions normalisées suivant du Code du Travail) Local vestiaire doit être éclairé, chauffé et ventilé | LOT Installation de chantier | | Article du CT R4228-2 à 6 |
| Réfectoires : Local de restauration Local éclairé, chauffé, ventilé, équipé d'un lavabo, de tables, chaises, appareils de cuisine (pour le réchauffage ou la cuisson des aliments) et de réfrigération Le local de restauration sera nettoyé après chaque repas nettoyage régulier par société spécialisée 1 réfectoire → pour 10 travailleurs maximum | LOT Installation de chantier | Toutes les entreprises | Article du CT R4228-19 à 25 |
| Travaux avec durée supérieure à 4 mois Douche (pour les travaux insalubres et salissants) : Les douches sont obligatoires pour tous travaux insalubres et salissants → Une pour 10 travailleurs | LOT Installation de chantier | | Articles du CT R4228-7 à 9 |
| HT et BT Alimentation générale et distribution électrique du chantier | LOT Installation de chantier | Toutes les entreprises | |
| Les raccordements Réseaux d'alimentation et d'évacuation seront nécessaires | LOT ETANCHEITE | | |

6.2 PROTECTION DES TRAVAILLEURS CONTRE LES RISQUES LIES A LA CHALEUR

6.2.1 LOCAUX AFFECTES AU TRAVAIL

Les locaux communs fermés affecté au travail seront chauffés en saison froide et rafraîchie en saison chaude. Cela concerne notamment :

- ✓ Les vestiaires
- ✓ La salle de réunion.

Les locaux en construction ne sont pas concernés.

↳ Entreprise chargée de la mise en œuvre : LOT INSTALLATION DE CHANTIER

6.2.2 POSTE DE TRAVAIL EN EXTERIEUR

Afin que les travailleurs soient protégés contre les effets des conditions atmosphériques, il pourra être prescrit des solutions communes de protection. Il pourra s'agir, selon le cas :

- ✓ De paravents
- ✓ De bâches
- ✓ De fermeture provisoire
- ✓ D'installation de système de rafraîchissement ou de chauffage.

↳ Entreprise chargée de la mise en œuvre : LOT INSTALLATION DE CHANTIER

↳ Eau fraîche

Cas de chantier raccordé au réseau

Dès lors que le chantier sera raccordé au réseau d'eau courante, l'eau sera considérée comme fraîche. Dans le cas où celle-ci ne serait pas suffisamment fraîche, un système de rafraîchissement pourra être demandé.

La fourniture en eau devra être suffisante pour l'ensemble des travailleurs et au-delà de 3 litres d'eau par jour et par personne le cas échéant.

L'eau raccordée au réseau devra de plus être accessible en différent point du chantier avec au minimum :

- ✓ 1 point d'eau tous les 3 étages
- ✓ 1 point d'eau à moins de 30 m des postes de travail

De plus, un test de potabilité de l'eau devra être réalisé et les résultats seront transmis au coordonnateur SPS et à la maîtrise d'œuvre.

↳ Entreprise chargée de la mise en œuvre : LOT INSTALLATION DE CHANTIER ou LOT PLOMBERIE

Cas de Chantier non raccordé au réseau

Dans le cas où le chantier ne pourrait pas être raccordé au réseau, il sera fourni des bouteilles d'eau minérale à raison de 3 litres par jour et par personne présente sur le chantier. Cette quantité pourra être augmenté en cas d'épisodes de chaleur intense.

Ces bouteilles seront stockées soit dans un ou plusieurs réfrigérateurs, soit dans un local rafraîchi à une température inférieure à 20°C (température définie par le coordonnateur SPS)

Ces stocks seront disposés au minimum :

- ✓ Tous les 3 étages
- ✓ A moins de 30 m des postes de travail

↳ Entreprise chargée de la mise en œuvre : LOT INSTALLATION DE CHANTIER

Cas des entreprises ne souhaitant pas bénéficier de l'eau raccordée au réseau

Dans le cas où une entreprise ne souhaite pas que son personnel boive l'eau du réseau, elle fera son affaire de fournir de l'eau fraîche à son personnel selon les dispositions ci-dessus.

↳ Entreprise chargée de la mise en œuvre : ENTREPRISES

6.2.3 PREVENTION DES RISQUES LIES AUX EPISODES DE CHALEUR INTENSE

L'épisode de chaleur intense » au sens de l'article R. 4463-1 du code du travail, est défini par l'atteinte du **seuil de niveau de vigilance « jaune » ou « orange » ou « rouge »**. Site de Météo France : <https://vigilance.meteofrance.fr/fr>

RAPPEL

Les Niveaux de vigilance pour « canicule » sont les niveaux définis par le dispositif de vigilance spécifique élaboré par Météo-France pour le compte de l'Etat et qui signale le niveau de danger de chaque vague de chaleur selon l'échelle de couleur suivante :

- **« vigilance jaune »** correspondant à un pic de chaleur : exposition de courte durée (1 ou 2 jours) à une chaleur intense présentant un risque pour la santé humaine, pour les populations fragiles ou surexposées, notamment du fait de leurs conditions de travail ou de leur activité physique. Il peut aussi correspondre à un épisode persistant de chaleur : températures élevées durablement (indices biométéorologiques (IBM) proches ou en dessous des seuils départementaux) ;
- **« vigilance orange »** correspondant à une période de canicule : période de chaleur intense et durable pour laquelle les indices biométéorologiques atteignent ou dépassent les seuils départementaux, et qui est susceptible de constituer un risque sanitaire pour l'ensemble de la population exposée, en prenant également en compte d'éventuels facteurs aggravants (humidité, pollution, précocité de la chaleur, etc.) ;
- **« vigilance rouge »** correspondant à une période de canicule extrême : canicule exceptionnelle par sa durée, son intensité, son extension géographique qui présente un fort impact sanitaire pour l'ensemble de la population ou qui pourrait entraîner l'apparition d'effets collatéraux, notamment en termes de continuité d'activité ;

6.2.4 MESURES DE PREVENTION COMMUNE DANS LE CADRE DE L'OPERATION

Aménagement et agencement des lieux de travail

Voir « locaux affectés au travail » et « postes de travail en extérieur »

Aménagement des horaires de travail

Il sera possible d'aménager les horaires de travail dans les limites de la plage horaire suivante :

- Début des travaux à partir de 06 :00
- Fin des travaux 20 :00 (à définir en phase conception)

Ce chapitre ne contredit pas les informations concernant les horaires normaux et les limites horaires pour les travaux bruyant

Les locaux réfectoires ou des locaux distincts devront être rafraichis afin de permettre aux travailleurs de s'y rendre pendant les périodes de repos organisées par les entreprises.

↳ Entreprise chargée de la mise en œuvre : LOT INSTALLATION DE CHANTIER

Ouverture et fermeture du chantier

Dans le cas de travail en horaire aménagé, il appartient à la première entreprise intervenante d'ouvrir le chantier et à la dernière entreprise de fermer le chantier.

↳ Entreprise chargée de la mise en œuvre : ENTREPRISES

Réduction du rayonnement solaire sur les surfaces exposées

Des brasseurs d'air seront installés dans les locaux non ventilés accumulant de la chaleur.

↳ Entreprise chargée de la mise en œuvre : LOT INSTALLATION DE CHANTIER

Voir également « postes de travail en extérieur »

Choix des équipements de travail

Conformément au PGC, afin de limiter le recours à la manutention manuelle, des moyens de manutention mécanique pour les approvisionnements et les évacuations seront mis à disposition des travailleurs.

↳ Entreprise chargée de la mise en œuvre : LOT INSTALLATION DE CHANTIER

Dans tous les cas, la manutention manuelle pour les approvisionnements et les évacuations ne sera pas autorisée pendant les épisodes de chaleur intense. Cette disposition concerne le Rez-de-chaussée et les niveaux de l'ouvrage.

↳ Entreprise chargée de la mise en œuvre : ENTREPRISES

Conduite à tenir en cas de forte chaleur

Un affichage sera visible sur le chantier au niveau de la base vie précisant la conduite à tenir en cas de forte chaleur selon le document ci-dessous ou selon le document de l'OPPBTP.

↳ Entreprise chargée de la mise en œuvre : LOT INSTALLATION DE CHANTIER.

Rencontre Prévention

Thème :

TRAVAUX SOUS FORTE CHALEUR

1. Sources pour préparer la réunion

En complément au Document Unique d'Évaluation des Risques (DUERP) et PdP/PPSPS du chantier, vous pourrez vous référer à :

| | | | |
|--|--|---|--|
| Boîte à outils Fortes chaleurs et canicule (OPPBTP) | | Vidéo Minutes prévention : se protéger des UV (OPPBTP) | |
| Les Conditions climatiques particulières (mémo Entreprises artisanales du BTP / IRIS / OPPBTP) | | Affiche : Malaises liés à la chaleur : les signes à surveiller (OPPBTP) | |

2. Quels sont les signes à surveiller ?

Muscles

Crampes

Fatigue

Faiblesse

Tête

Étourdissement, fatigue

Faiblesse, fièvre

Agitation ou insomnie

Nausées, somnolence

Fièvre > 39°C

Peau

Coup de soleil

Peau chaude, sèche, rouge, sans sueur

Manifestations externes

Vomissement

Agitation, propos incohérents

Convulsions, perte de conscience

3. Comment se protéger

Reprendre les thèmes traités pour identifier les moyens de protection associés

De la crampe à l'épuisement dû à la chaleur, jusqu'au coup de chaleur, toutes les manifestations relevées sont dues à l'exposition directe au soleil, ou à la déshydratation.

Au-delà des mesures organisationnelles (vues en amont : aménagement des horaires, réactions à une « alerte canicule » ...) plusieurs solutions existent pour traiter le sujet sur chantier :

| | | |
|-------------------------|----------------------------------|--|
| Exposition au soleil | Protéger la tête | Porter son casque, un protège-nuque rafraîchissant. Porter des lunettes de protection anti-UV |
| | Protéger la peau | Utiliser des EPI couvrants (manches longues) et aérés, voire rafraîchissants |
| Exposition à la chaleur | Éviter les températures extrêmes | Pauses régulières dans lieu de repos ombragé et frais à convenance |
| | Rester hydraté | Boire au moins 3 L d'eau / jour même si l'on n'a pas soif |
| | | Pratiquer une vigilance partagée et éviter le travail isolé |

Le coup de chaleur est une urgence vitale

Agissez
➔
Mise à l'abri - hydratation immédiate

Appelez le 15 ou le 18

4. Mise en situation

Afin d'ancrer les bonnes pratiques, organiser une démonstration : vérifier avec chacun sa tenue, et s'il sait quelle quantité boire et où se procurer de l'eau.

6.3 CONSIGNES GENERALES D'HYGIENE RELATIVES AU RISQUE COVID 19

Ces consignes visent à protéger les compagnons et à maîtriser le risque de contamination au COVID19 pour l'ensemble des intervenants sur le chantier.

Les entreprises se référeront notamment au guide OPPBTP en vigueur « GUIDE DE PRÉCONISATIONS DE SÉCURITÉ SANITAIRE POUR LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS DE LA CONSTRUCTION » disponible sur le site oppbtp.fr.

7. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS ET MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

| Équipement de secours mis à la disposition des salariés | Entreprise mettant en place ces équipements | Personnel bénéficiant de cette mesure | Réf. Doc. |
|--|---|---------------------------------------|--|
| Matériel de premier secours | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Trousse de secours complète avec rince œil, aux installations de chantier, vérifiée tous les mois. Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible Le matériel de premiers secours fait l'objet d'une signalisation par panneaux | LOT INSTALLATION DE CHANTIER. | L'ensemble des entreprises | Article du CT R 4224-14 à 16 R 4224-23 |
| <ul style="list-style-type: none"> Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible Chaque atelier de travail devra disposer d'une trousse de premier soin dont le contenu sera adapté par le médecin du travail en fonction des risques et du niveau de formation des SST. | Toutes les entreprises | R 4224-23 | |

| | | | |
|--|------------------------|--|------------------------------|
| Secouriste du travail SST | | | |
| <p>Chaque entrepreneur (titulaire ou sous-traitant) devra assurer la présence de Sauveteurs Secouristes du Travail propres à son entreprise ou par concertation avec les autres entreprises présentes réellement sur le chantier, en s'inspirant des conditions fixées par l'article R 4224-15 du Code du Travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> Un membre du personnel reçoit la formation de secouriste nécessaire pour donner les premiers secours, sur chaque chantier employant 20 travailleurs au moins pendant plus de quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux <u>Les Sauveteurs secouristes du travail</u> devront être identifiables aisément par une marque de reconnaissance (badge spécifique, couleur du casque, marque sur la tenue de travail, etc.). | Toutes les entreprises | | Article du CT R 4224-14 à 16 |

| | | | |
|---|-------------------------------|------------------------|--|
| Extincteurs sur les postes de travail | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques (Feux de classe A et B, feux de gaz, etc.) <ul style="list-style-type: none"> ✓ Dans les locaux affectés au personnel. ✓ Dans les bureaux de chantier. ✓ Dans les locaux de stockage. ✓ Sur les postes de travail particuliers. Le stockage des produits inflammables doit respecter les règles du code du travail | LOT INSTALLATION DE CHANTIER. | Toutes les entreprises | Article du CT R4227-28 R4227-29 R4227-33 |

Numéros d'urgence

| DÉSIGNATION | ADRESSE | ☎/☎ |
|--|--|-------------------------------------|
| Police secours | | ☎ 17 |
| SAMU | | ☎ 15 |
| SDIS du Vaucluse Sapeurs-pompiers | 707 avenue Rodolphe d'Aymard 84100 ORANGE | ☎ 18 ☎ 04 90 81 71 20 |
| Centre hospitalier Louis Giorgi | Avenue Lavoisier 84100 Orange | URGENCES ☎ 04 90 11 22 22 |
| Centre antipoison | 249 boulevard sainte Marguerite 13009 Marseille | ☎ 04 91 75 25 25 |

Adresse du chantier rue de Tourre

Procédures d'accueil des secours sur le chantier (plan des points de rassemblement des secours - PRS - notamment) :

Accès des secours aux différentes zones du chantier (affichage, balisage, ...) et maintien des accès dégagés :

Personnel de premiers secours (SST) – Personnel infirmier :

Matériel médical commun (pharmacie, brancard, nacelle de transport des blessés à l'usage exclusif des secours, défibrillateur...) :

En cas d'urgence

Rassembler les informations à indiquer à votre interlocuteur en lien avec le sauveteur secouriste du travail (SST).

- 1 La nature de l'urgence***
- 2 Informations du chantier**
Nom du chantier : Téléphone :
Adresse :
Code postal : Ville :
- 3 Le point de rendez-vous** (exemples : une personne à l'entrée vous guide).
- 4 L'appel des secours**
15 SAMU
18 Pompiers
17 Police secours
112 Centre d'appel secours

* Les bonnes informations sur la nature de l'urgence

Les circonstances de l'urgence - description et risques possibles
Exemple : chute d'un ouvrier dans un trou profond, évanouissement, lésion du crâne avec un hématome.

Les difficultés d'accès et de dégagement
Exemple : chantier sur le toit, risque d'effondrement, risque d'électrocution.

Le nombre de victimes et leur état
Exemple : deux victimes blessées, état un blessé et un blessé grave.

La situation des matériels de secours
Exemple : défibrillateur, brancard, nacelle.

Choix des secours de centre d'appel d'urgence
Exemple : SAMU, pompiers.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL - une fois à jour, mentionner leur nom doit être affiché sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnus par l'État pour leur rôle sur leur terrain de travail.

OPFBTP préventionbtp.fr

8. MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION (R4532-44-7°)

8.1 DISPOSITIONS GENERALES POUR TOUS LES INTERVENANTS

8.1.1 DEFINITION DES SOUS-TRAITANTS

Voir chapitre 1.2

8.1.2 DEFINITION DES PERSONNES AUTORISEES

Les personnes morales autorisées seront les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants au sens du §8.2.1 ayant participé à l'inspection commune et ayant remis au coordonnateur SPS leur PPSPS.

Les personnes physiques autorisées seront les travailleurs du chantier ayant connaissance des mesures de coordination du PGC et le respectant.

Les dispositions nécessaires à leur accès au chantier sont les suivantes :

- Transmission du PGC à l'entreprise par le maître de l'ouvrage lors des consultations des entreprises
- Rappel à l'entreprise des mesures du PGC par le coordonnateur SPS lors de l'inspection commune
- Rappel à l'entreprise lors de cette inspection commune du 9^{ème} principe général de prévention incombant à elle seule, à savoir « Donner les instructions appropriées aux travailleurs », quel que soit leur statut.
- En cas de non-respect du PGC, constaté par le coordonnateur SPS lors de ses passages sur le chantier, la procédure consistera à convoquer immédiatement le travailleur non autorisé et l'interlocuteur sécurité du §8.1.4, pour rappel des mesures du PGC et consignation dans le registre-journal avec les 2 visas. Le travailleur concerné sera alors à nouveau autorisé.

8.1.3 MAITRISE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET AFFICHAGE DES CONSIGNES EN LANGUE ETRANGERE

Chaque entreprise disposera en permanence sur le chantier d'une personne maîtrisant la langue française, qui sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur SPS. Cette personne pourra être issue du personnel d'encadrement ou d'exécution, il pourra aussi s'agir d'un interprète.

Le PPSPS remis au coordonnateur sera rédigé en langue française.

Les entreprises ayant recours à du personnel ne maîtrisant pas la langue française procéderont à l'affichage des consignes de sécurité, soit dans la langue comprise par leurs intervenants, soit sous forme de pictogrammes.

8.1.4 DESIGNATION D'UN INTERLOCUTEUR SECURITE

Chaque entreprise désignera au coordonnateur SPS un interlocuteur sécurité. Cet interlocuteur privilégié du coordonnateur assistera à l'inspection commune avec son responsable hiérarchique, devra être présent sur le chantier et être habilité à viser le registre-journal RJ ainsi qu'à diffuser les consignes du coordonnateur aux autres intervenants de l'entreprise.

8.1.5 FORMATION A LA SECURITE ET QUART-HEURE SECURITE

Chaque entreprise intervenante devra organiser une formation pratique et appropriée à l'ensemble du personnel affecté à l'exécution de ses travaux, conformément aux dispositions réglementaires. Le personnel sous contrat de travail à durée déterminée ou temporaire, devra bénéficier d'une formation renforcée qui sera renouvelée et complétée aussi souvent que nécessaire.

8.2 RAPPEL DES PRINCIPALES DISPOSITIONS FORMELLES

8.2.1 MESURES PREALABLES AUX TRAVAUX

- **Inspections communes**

Toutes les entreprises titulaires et sous-traitantes agréées par le maître d'ouvrage doivent réaliser une inspection commune avec le Coordonnateur SPS, AVANT réalisation du PPSPS et début d'intervention. La réalisation d'une inspection commune est une des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité. L'inspection commune pourra être renouvelée si les conditions de travaux évoluent.

- **Mise à jour du PPSPS – PPSPS des sous-traitants**

Toutes les entreprises titulaires **et** sous-traitantes agréées par le maître d'ouvrage doivent réaliser un PPSPS préalablement à l'intervention sur site.

Le PPSPS remis au coordonnateur sera rédigé en langue française.

La rédaction d'un PPSPS par l'entreprise et son harmonisation par le coordonnateur SPS sont des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité. Le PPSPS est à transmettre au coordonnateur SPS en deux exemplaires, après sa validation.

- **Harmonisation des PPSPS**

Aux fins d'harmonisation des PPSPS, chaque entreprise fournira lors de l'inspection commune une trame d'analyse de risques sous la forme « tâche / ressources (selon les 4 M : matériaux-matériel-main d'œuvre-méthode) / risques ».

Ces ressources annoncées par l'entreprise confirmeront ou infirmeront les hypothèses retenues par le coordonnateur SPS lors de l'établissement du PGC en phase conception et lui permettront de le modifier en tant que de besoin.

- **Cas particuliers des livreurs et fournisseurs :**

L'entreprise établira avec ses livreurs une convention de chargement-déchargement inspiré des articles R4515 du code du travail.

OU

Mise en place de la procédure DHOL (Document Harmonisé des Opérations de Livraison) prévu par la recommandation CNAM R476

8.2.2 MESURES PENDANT LES TRAVAUX

- **PPSPS**

Les PPSPS doivent être tenus à jour pendant toute la durée du chantier. Le titulaire d'un marché de travaux transmettra son PPSPS accepté par le coordonnateur SPS à ses éventuels sous-traitants au cas où il aurait recours à cette sous-traitance.

L'entrepreneur titulaire doit laisser un **délai de 30 jours minimum** à son sous-traitant pour réaliser ce PPSPS si celui-ci est un sous-traitant de gros-œuvre ou devant réaliser des travaux à risques particuliers tels que définis par l'arrêté du 25 février 2003. L'entrepreneur laissera un **délai de 8 jours minimum** dans les autres cas.

Ce délai est compris entre la date de la signature du contrat de sous-traitance et le démarrage effectif des travaux sur le chantier.

- **Registre Journal**

Les entreprises, quels que soient leurs statuts (titulaires ou sous-traitant) doivent obligatoirement prendre connaissance du registre journal et le viser dès lors que l'observation ou remarques les concernent.

8.2.3 PRESCRIPTION CONCERNANT LE D.I.U.O.

Le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage a pour objectif essentiel de faciliter tout l'entretien nécessaire pour maintenir l'ouvrage dans l'état où il se trouve lors de la livraison.

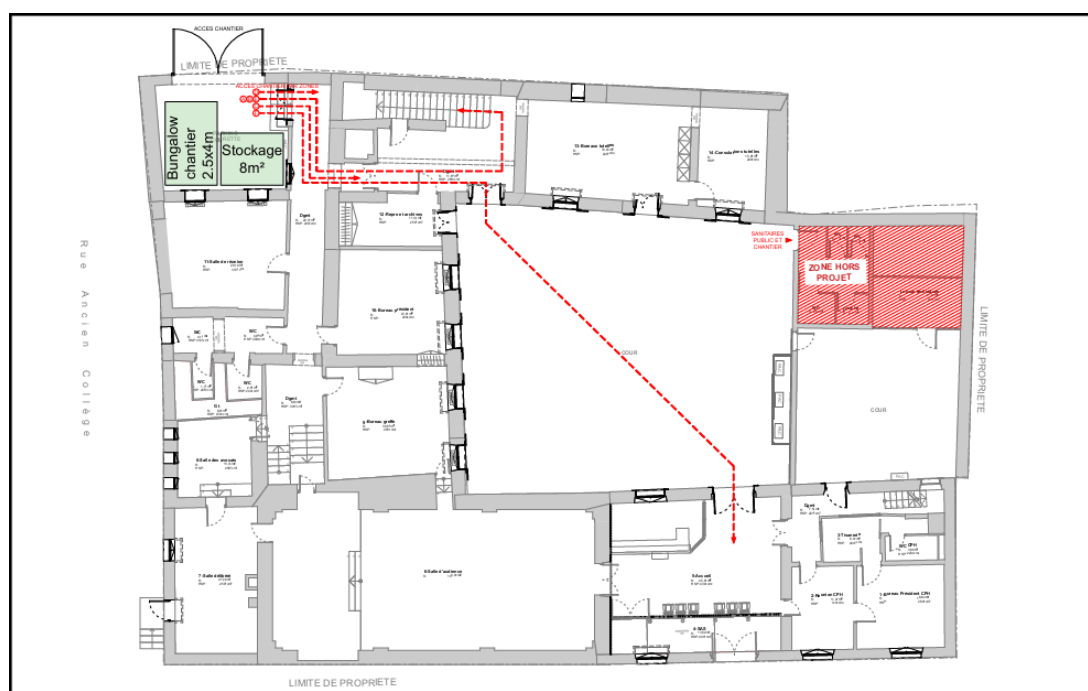
Les intervenants auront à produire et à transmettre, pour la constitution du DIUO, tous documents nécessaires à qui leur seront demandés par le Coordonnateur SPS de réalisation, au fur et à mesure de leur établissement, en fonction de l'avancement des travaux.

Des fiches d'interventions ultérieures seront selon la demande du Coordonnateur SPS de réalisation, renseignées par les entreprises concernées avant la fin des travaux

9. ANNEXES

9.1 PROJET DE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Un plan d'installation de chantier sera proposé par le lot Installation de chantier dans son PPSPS et soumis à l'accord du MOE et du CSPS, il tiendra compte des possibilités du site



9.2 LISTE INDICATIVE DES TRAVAUX NECESSITANT LE PORT DES EPI

RAPPEL de la législation sur les articles **R 4321-1 à 5, R 4323-91 à 97, et R 4323-99 à 106 du code du travail** :

- L'employeur met à la disposition des travailleurs les EPI nécessaires, appropriés au travail à réaliser ou convenablement adaptés à cet effet, en vue de préserver leur santé et leur sécurité
- Les EPI sont fournis gratuitement par l'employeur qui assure leur bon fonctionnement et leur maintien dans un état hygiénique satisfaisant
- L'employeur fait bénéficier les travailleurs devant utiliser un EPI d'une formation adéquate comportant, ..., un entraînement au port des EPI



LISTE INDICATIVE DE TRAVAUX NECESSITANT LE PORT D'UNE PROTECTION INDIVIDUELLE

Casques

Tous travaux présentant le risque de chute d'objets à partir d'un niveau supérieur

Harnais

Tous travaux exceptionnels non répétitifs et de courte durée exposant à un risque de chute de hauteur

Chaussures, bottes

Tous travaux présentant le risque de chute d'objets manutentionnés sur les pieds ou d'écrasement, ou de perforation de la semelle par objets pointus

Lunettes, masques

Tous travaux présentant le risque de projection dans les yeux (burinage, meulage, manipulation de produits acides ou caustiques...) ou exposant à des sources lumineuses de forte puissance (soudage...)

Masques, cagoules

Tous travaux effectués dans des milieux pollués (poussières, gaz toxiques...)

Tabliers

Tous travaux présentant des risques de projection sur le corps (soudage, manipulation de produits dangereux...)

Gants

Tous travaux présentant des risques pour les mains (ferraillage, soudage, etc...)

Casques antibruit

Tous travaux exposant à des niveaux sonores supérieurs à 80 dBA (marteaux piqueurs, battage palplanches, conduite d'engins, meulage, criblage...)

Genouillères

Tous travaux exposant à une position à genoux prolongée (carreleurs, chauffagistes, étancheurs...)

9.3 TRAME DE PPSPS

Trame officielle Word téléchargeable sur le site OPPBTP à l'adresse : <https://www.preventionbtp.fr/Media/Files/Trame-PPSPS-vierge>

CADRE - TYPE

PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

Art. R. 4532-63 à 68 du Code du Travail

Ce canevas établi d'après le guide de l'OPPBTP a pour but d'aider les entreprises à rédiger leur PPSPS suivant une trame de présentation commune. Les indications qu'il contient ne sont nullement exhaustives. Elles doivent être en plus développées et adaptées selon le chantier et l'entreprise.

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- Nom de l'entreprise / Adresse / Téléphone / Télécopie
- Désignation du chantier
- Nature du lot
- Nom et Fonction du responsable du chantier
- Nom et Fonction du responsable sur chantier
- Date d'intervention
- Durée prévisible des travaux
- Effectif prévisible au cours du chantier
- Nature du marché (Entreprise Générale, Sous-traitant...)
- Renseignements concernant les organismes de prévention
- Liste des intervenants et concessionnaires

2. SECOURS ET HYGIÈNE

- Disposition et matériel de secours
- Consignes pour assurer les premiers secours
- Nombre de travailleurs du chantier habilités à donner les premiers secours
- Nom du ou des secouristes sur le chantier
- Matériel médical sur le chantier
- Mesures d'évacuation des victimes
- Mesures prises pour assurer l'hygiène
- Eau - Électricité
- Locaux à disposition du personnel (vestiaires, sanitaires...)
- Prise des repas
- Conditions de travail
- Approvisionnement, stockage - Manutention
- Évacuation des déchets
- Transport du personnel

3. PRÉVENTIONS DES RISQUES PROFESSIONNELS

1) Risques importés

Mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques découlant de l'intervention des autres entreprises ou des contraintes du chantier.

| TRAVAUX | MATÉRIELS ET MODE OPÉRATOIRE | RISQUES | MESURES DE PRÉVENTION |
|---------|------------------------------|---------|-----------------------|
| | | | |

2) Risques exportés

Mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques générés par l'entreprise sur les autres intervenants

| TRAVAUX | MATÉRIELS ET MODE OPÉRATOIRE | RISQUES | MESURES DE PRÉVENTION |
|---------|------------------------------|---------|-----------------------|
| | | | |

3) Risques propres

Mesures spécifiques prises par l'entreprise destinées à prévenir les risques générés par l'entreprise sur ses salariés.

| TRAVAUX | MATÉRIELS ET MODE OPÉRATOIRE | RISQUES | MESURES DE PRÉVENTION |
|---------|------------------------------|---------|-----------------------|
| | | | |

Lorsqu'il découle du PGC et de l'analyse préalable des risques menés par l'entreprise, qu'une ou plusieurs des mesures visées n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste (travaux dangereux), l'entrepreneur en fait mention expresse sur le PPSPS.